

Terrains anciens, approches variées : leçons de quelques recherches géographiques au Togo

Benoît Antheaume
Géographe

■ En guise d'introduction

« *Science sans conscience n'est que ruine de l'âme !* » Point besoin d'être Rabelais pour comprendre que si certains se posent en découvreurs de Lune et font table rase du passé ou le dénigrent, c'est souvent pour mieux chausser les bottes de leurs prédécesseurs. L'abondance de l'appareil bibliographique des ouvrages et articles scientifiques est précisément là pour prouver que la recherche *ex nihilo* n'existe pas. Citer les travaux antérieurs constitue avant tout une reconnaissance de l'apport des aînés et un rappel des principales étapes dans le processus de production scientifique. La progression de la connaissance scientifique procède en effet d'un mécanisme cumulatif. D'une certaine manière, l'actualisation d'un terrain ancien (ou sa revisite¹), loin de nier l'apport antérieur, le précise, le corrige et finalement le valorise rétrospectivement en s'appuyant sur les acquis.

¹ Qui consiste à donner un éclairage nouveau sur une question.

Les approches variées des retours sur des terrains anciens

Les terrains anciens n'offrent pas tous matière à actualisation, mais ceux qui s'y prêtent révèlent une grande variété d'approches qui opèrent toutes à partir d'un « socle des acquis » évoqué plus haut. Ce socle concerne des composantes à la fois théoriques et méthodologiques.

En schématisant, on pourrait classer les diverses approches qui marquent un retour quelconque sur des terrains anciens en quatre grands types : renouvelé, répété, ajusté et au « long cours » qui se recourent en partie.

a) L'approche *renouvelée* élargit le champ d'hypothèses des travaux antérieurs. Elle implique souvent une redéfinition de la méthode. L'espace sur lequel portent les observations doit être lui-même élargi pour permettre de dégager des modèles à échelles régionale ou nationale, voire mieux encore, quelques lois générales qui prennent en compte l'espace et le temps.

b) L'approche *répétée* est nettement moins ambitieuse. Elle part du postulat que la nouvelle étude de terrain doit être actualisée dans le même cadre, avec les mêmes méthodes et souvent la même problématique que la première, considérée comme ayant été effectuée à une échelle appropriée. Il s'agit de pouvoir mesurer, point par point, et de préférence, avec la même finesse d'observation, les changements observés. L'attitude sous-jacente chercherait à saisir le pourquoi et le comment des dynamismes sous-jacents. Pour ce faire, des méthodes dites légères (KHON KAEN UNIVERSITY, 1985) ont été mises au point. D'aucuns, tout en manifestant de l'intérêt pour la démarche, les ont même trouvées très ou trop légères (FALL, LERICOLLAIS, 1991).

c) L'approche qu'on qualifie ici d'*ajustée* diffère sensiblement des deux premières. Elle dresse souvent un constat d'obsolescence des travaux antérieurs, dans la mesure où certains phénomènes ont perdu leur signification intrinsèque sous l'usure du temps. Il s'agit dès lors d'opérer une réorientation de la problématique avec ajustement aux réalités nouvelles. Cette réorientation s'inscrit toutefois dans la ligne, la continuité, la filiation du terrain initial, mais ce socle est revu à la lumière d'éléments nouveaux : une politique macro-

économique qui laisse le champ totalement libre au marché par exemple, une innovation technique ou sociale, comme des semences ou du matériel végétal à effet radicalement nouveaux, etc.

d) L'approche au « *long cours* » relève également du terrain, non point revisité comme dans les trois cas précédents, mais constamment visité pour la rédaction d'une thèse, ou d'un corpus de connaissances, approche à l'issue de laquelle terrain et chercheur sont souvent consubstantiellement fondus. L'itinéraire professionnel de notre collègue Edmond Bernus au Sahel illustre ce type de démarche au « long cours » (ANTHEAUME *et al.*, 1983), tout comme celui d'André Lericollais, qui « traque » depuis des décennies, alternativement, le paysan Sérère et le fleuve Sénégal.

■ Le panorama togolais

Les travaux de géographie rurale conduits au Togo illustrent les distinctions évoquées. Nombreux, mais rarement actualisés, ils sont évoqués dans les quatre exemples qui suivent.

L'exemple le plus parlant d'*une approche renouvelée* au Togo concerne l'étude conduite à près de quinze années de distance sur les migrations rurales des Kabyè et des Losso (LUCIEN-BRUN, PILLET-SCHWARTZ, 1987). Gros ouvrage de 400 pages, il réunit deux livres : le premier, « Migration et colonisation des terres neuves » (B. Lucien-Brun) concerne un terrain parcouru à la fin des années soixante tandis que le second « Migration et mutation de l'espace colonisé » (A.-M. Pillet-Schwartz) offre les résultats de recherches effectuées au début des années quatre-vingt. Il déborde le cadre restreint campé par B. Lucien-Brun pour l'élargir à l'ensemble du pays, et il s'intéresse à la migration des Kabyè et des Losso, pris en tant que phénomène global ; il ne se limite donc plus aux cultures vivrières et au coton déjà pratiqués au pays d'origine et transplantés, sous une forme extensive dans les terres d'accueil, mais il concerne aussi les spéculations caféière et cacaoyère de la région des Plateaux.

Ces deux livres rassemblés en un seul sont consacrés à la dynamique démographique et spatiale des Kabyè et des Losso, et pour être plus précis, aux dynamiques en forme de vases communicants entre le berceau d'origine d'une part, et les terres d'accueil du socle granito-gneissique du Togo central, d'autre part. Les implications spatiales de tels phénomènes sont analysées et abondamment illustrées à l'aide d'études de cas. Ce travail a fait l'objet d'analyses effectuées selon des échelles emboîtées à différents niveaux: micro- (terroir), méso- (régional) et macro- (national). Plusieurs compte rendus en ont été rédigés (GU-KONU, 1992).

Notre expérience personnelle, à savoir des travaux monographiques sur deux terroirs — l'un à prédominance caféière et l'autre à prédominance cacaoyère — illustrent *l'approche répétée*. Peut-être moins riche par sa problématique que la précédente, l'approche se nourrit d'une forte expérience acquise.

Les premières opérations de terrain ont été conduites il y a vingt ans. Frais émoulu de l'université, et tout jeune chercheur, nous avons beaucoup appris des villageois. S'il est un concept qui a fait fortune en géographie tropicale, c'est bien celui de « terroir », cet espace approprié, aménagé et utilisé par le groupe qui y réside et en tire l'essentiel de ses moyens de subsistance, cette « portion d'espace où l'exploitation du milieu par un groupe humain imprime un certain paysage agraire ». Faut-il vraiment préciser que dans les années soixante, le jeune chercheur ne percevait pas « l'Afrique des terroirs » dans une perspective inspirée de l'archaïsme (KABOU, 1991) ? Recevant la méthode en héritage, il l'appliquait en introduisant parfois des variantes. Mais, en règle générale, il se conformait aux prescriptions rédigées par G. Sautter et P. Péliissier dans la revue *l'Homme* : « Pour un atlas des terroirs africains » (SAUTTER, PELISSIER, 1964), un texte exemplaire consolidé, au fil des ans, par des résultats publiés dans la collection « Atlas des structures agraires au sud du Sahara et à Madagascar » puis, six années plus tard, par un premier bilan d'une exceptionnelle richesse (*Études rurales*, 1970). On ne discutera pas ici de la portée scientifique des études de terroir. Elles ont leurs zélateurs et leurs détracteurs et tous campent fermement sur leurs positions.

Ces études bâties autour d'un jeu de cartes donnant la distribution spatiale des principaux faits agraires observables et mesurables, assorties de commentaires explicatifs permettaient de constituer un dossier commenté plutôt qu'un texte illustré de cartes. Dans l'esprit

de leurs initiateurs, l'objectif était de *disposer d'observatoires* — même si ce nom n'a jamais été prononcé — d'espaces agraires distincts, toujours étudiés à l'échelle du terroir, en différents lieux de l'Afrique tropicale. L'objectif pouvait être atteint d'autant plus facilement que l'étude de terroir, à la fois bien ciblée et limitée dans l'espace, se trouvait à la portée des moyens, même modestes, d'un seul chercheur, parfois assisté de quelques enquêteurs.

Au tout début, une couverture de photographies aériennes permettait de « survoler » le terrain. Le plus dur a été de « rationaliser » un paysage agricole souvent confus et de repérer des limites difficiles à discerner sans l'aide et la collaboration actives des villageois eux-mêmes, c'est à dire de construire un corpus cohérent de données sur le terroir, véritable « station d'observation en sciences humaines » au même titre qu'il existe des stations agronomiques ou pédologiques, des bassins versants hydrologiques ou des placettes écologiques. Le terroir constituant le socle de l'observatoire, l'objectif était donc d'en prendre une « photographie », dans un *cadre déterminé*, et à *un instant t*. Répétée dans le temps, cette opération permettait de disposer, non plus d'une « photographie », mais bien d'un véritable « film » et donc de passer d'une étude « statique » à un étude « dynamique ».

Appréhender les conditions techniques, économiques et sociales des productions caféière et cacaoyère et cerner les rapports quasi-dialectiques de ces filières avec la production vivrière était le but à atteindre. Il consistait aussi à mesurer quantitativement l'extension spatiale de tels phénomènes et surtout à en apprécier la qualité à travers leur types de propagation : continu (présence de fronts) ou au contraire discontinu (mosaïque, mitage, rupture de l'espace, etc.) et cela, dans deux « terroirs » distincts, l'un caféier et l'autre cacaoyer, tous deux situés dans le centre-ouest du Togo (région des Plateaux), choisis tant pour leur représentativité régionale que pour leur facilité d'accès. L'étude de terroir permettait en outre l'exhaustivité², d'autant plus que la modernisation rurale avait pris uniformément la forme de rénovation des plantations.

² La quête forcenée de l'exhaustivité peut parfois prêter à sourire, surtout quand on peut utiliser des méthodes utilisant l'échantillonnage. Dans le domaine foncier, elle peut se révéler utile car elle permet de cerner, dans un espace préalablement fermé, le statut de toutes les portions délimitées de cet espace.

Revisiter ces mêmes terroirs, près de vingt ans après, soit presque une génération, avec des procédures légères (incluant toutefois des levés de terrain), était supposé permettre de se dégager d'une vision d'expert effectuée sur ce même terrain, en 1987, lors de brèves missions (DE MARTIN *et al.*, 1988), toujours frustrantes pour le chercheur encore enraciné dans son terrain.

Le socle de l'observatoire cacaoyer était constitué d'un ensemble spatial continu de 630 ha situé dans le Litimé (centre-ouest du Togo) et dont les trois quarts de la surface (426 ha) étaient exploités en cacaoyers *amelonado*, appelés aussi *Tete Quashie*, du nom de leur introducteur. Un cadastre, déjà levé en 1975, y fut réactualisé, nécessitant 135 km de levés complémentaires du fait de l'émiettement des parcelles d'exploitation — passées de 210 en 1975 à 458 en 1990. Cet émiettement reflétait la conjugaison de deux facteurs : — d'une part, les partages successoraux analysés plus précisément à travers 120 ha, propriétés de trois familles arrivées sur place dans les années vingt et considérées comme représentatives d'un mode très particulier d'accès à la terre : l'achat à des autochtones de forêts denses sempervirentes, puis leur mise en valeur par le biais de la main d'œuvre familiale et de métayers extérieurs (ANTHEAUME, 1991) ; — d'autre part, la multiplication des parcelles vivrières due à un recul des *amelonado* passés de 426 ha à 378 (- 11 % de la superficie). Près de 50 ha de vieilles plantations ont ainsi disparu, ce qui n'est pas négligeable à l'échelle d'un terroir. Mais si le recul est patent, il ne présente pas l'ampleur que les discours sur la modernisation rurale laisseraient accroire.

Quant à la « dynamique vivrière », trop rapidement assimilée à un repli vers l'autosubsistance, elle ne se traduit finalement que par un accroissement d'une quinzaine d'hectares. Cet accroissement a été facilité, il est vrai, par la faible réussite de la régénération des plantations de cacaoyers qui, après une quinzaine d'années d'efforts, ne concernent que 33 ha sur les 426 initialement dévolus à la cacaoyère ; soit moins de 8 % de la superficie initiale des cacaoyers, chiffres corroborés au point près par des rapports officiels, mais tout aussi illustratifs de l'échec relatif du processus de régénération.

Le socle de l'observatoire caféier date, quant à lui, de 1973. L'ensemble des plantations sises à proximité du village avaient alors été complètement levées. Elles ont été ensuite toutes rénovées sous l'égide d'un

organisme public spécialisé. Sur 83 ha de caféières villageoises dans les années soixante-dix, il n'en restait plus que 77 ha en octobre 1990 et la superposition des cadastres de 1973 et de 1990 révèle un phénomène contraire à celui observé pour le cacao. Après la rénovation, le nombre des parcelles de café a sensiblement diminué de 270 à 207, leur surface s'agrandissant en moyenne de 20 %, passant de 0,31 à 0,37 ha, un chiffre proche de celui préconisé par les développeurs de la SRCC (0,4 ha).

La comparaison des deux observatoires (cacao et café) permet de confirmer le caractère vraiment villageois de toutes les plantations, l'aspect heurté dans le temps, donc très exogène, d'un processus de rénovation par à-coups, puisque près de 80 % des surfaces concernées visent trois années seulement (1977, 1978, 1982) avec de curieux millésimes sans aucune rénovation (1979, 1980, 1981, 1983) et d'autres, très médiocres (1976, 1985, 1990). Les formes d'accumulations foncières opérées sous couvert de modernisation (et à l'abri de prête-noms) atteignent deux, quatre, voire cinq hectares de café.

L'approche ajustée est illustrée par un exemple portant sur une recherche non plus rurale, mais urbaine. Le point de départ consiste en une étude exhaustive de l'artisanat à Lomé (ANTHEAUME, 1973), effectuée à la fin des années soixante. Il s'agissait d'inventorier, rue par rue, étal après étal, tout ce que la capitale comptait alors d'artisans, dont les petits métiers constituent, à première vue, une bonne réponse au problème de l'emploi urbain. À l'origine, le migrant rural s'engouffrait généralement en ville dans le secteur de l'artisanat en attendant, selon une stratégie plausible, qu'un « frère » ou qu'une relation l'aide à se hisser dans le secteur moderne et mieux encore, dans l'administration. Vingt années plus tard, un tel schéma doit naturellement être révisé. Les artisans (élément moteur du secteur informel) sont plus que jamais présents, les effectifs du secteur moderne déclinant inexorablement, en particulier du fait des politiques d'ajustement structurel qui incitent les autorités à couper tout subside, voire à se débarrasser des entreprises déficitaires du secteur public. Les vagues de licenciement se sont succédées pendant les années quatre-vingt. Plus que jamais, il importe d'appréhender l'impact humain des mesures d'ajustement structurel chez les citadins et ce, d'autant plus que les macroéconomistes découvrent sur le tard que l'ajustement structurel représente un potentiel explosif dans le

contexte de transition vers la démocratie..., un potentiel qu'ils n'avaient guère prévu ni intégré dans leurs prévisions. Ces évolutions ont été observées grâce à des citoyens dont l'itinéraire personnel et professionnel passe par différentes étapes chronologiques, allant de la brousse à la ville : secteur vivrier, travail dans les plantations et début de participation à l'économie monétarisée, exode rural vers la capitale, artisanat, intégration dans le secteur moderne pendant la phase d'industrialisation triomphante, compression, déqualification, petit boulot et chômage... Ces parcours couvrant trois décennies ont d'autant plus d'intérêt qu'ils ont été étudiés à chacune des étapes, et non uniquement par le biais d'interviews rétrospectives.

Ces témoins, ces *hommes ou femmes-observatoires* en quelque sorte constamment « suivis » (et qui le seront probablement encore) ont permis de mieux comprendre le contexte, mais aussi les épreuves, les ajustements, les réussites et parfois les échecs individuels.

En 1969, Lomé, ville de 200 000 habitants, comptait plus de 2 600 artisans (patrons) (dont 50 % de tailleurs, menuisiers et couturières). Contrairement au monde du commerce, dominé par les femmes, il s'agissait d'un monde essentiellement masculin, à l'exception notable des couturières et des boulangères. Depuis lors, l'intérêt porté à la croissance souvent exponentielle des villes africaines a entraîné une multitude d'études sur les activités urbaines, et particulièrement sur le secteur non structuré ou informel, terme rarement usité à l'époque. Autre époque, autre terminologie, mais aussi autre réalité. Qu'en est-il aujourd'hui à Lomé ? En dix ans, de 1977 à 1987, le nombre d'artisans serait passé de 4 600 à 8 000. Vingt années après les études initiales, le temps d'une génération ou presque, la ville a plus que doublé en nombre d'habitants et triplé en surface.

Mais en vingt ans, la politique macro-économique a aussi beaucoup évolué. Au début des années soixante-dix, on ne jurait que par l'industrialisation. Les courbes prévisionnelles montraient une croissance exponentielle. Alors qu'on se donnait quelques décennies pour combler le retard sur les pays du Nord, les faits ont démenti ces prévisions optimistes. La dégradation de la situation économique est visible. Les coûts sociaux des plans d'ajustement structurel sont élevés, même s'ils sont difficiles à évaluer. On a donc cherché à savoir dans quelle mesure les « compressés » ont trouvé refuge dans le secteur informel pour survivre aux aléas. Des études de cas, doublées

d'une enquête effectuée sur un échantillon représentatif et menée auprès des travailleurs licenciés par les entreprises publiques ont effectivement apporté une information sur l'adaptation des « compressés » (DELIRY-ANTHEAUME, 1990 ; DELIRY-ANTHEAUME *et al.*, 1992) et démontré qu'on ne s'improvise pas travailleur indépendant, après de longues années de salariat vécues comme une rente (DELIRY-ANTHEAUME, 1995).

Approche *répétée* en milieu rural, approche *ajustée* en milieu urbain se ressemblent et diffèrent tout à la fois. Elles se ressemblent par l'inévitable nostalgie que véhicule toute entreprise qui cherche à soulever les pierres d'un passé toujours rose par opposition à un présent plus morose. À l'époque, le planteur de cacao représentait le haut-de-gamme de l'exploitant rural ; à l'instar des Rothschild, l'un d'entre eux avait envoyé trois enfants étudier en Europe, le premier à Londres, le second à Paris et le troisième à Francfort.. une époque désormais bien révolue : les cacaoyers sont vieux, l'entretien aléatoire, le prix d'achat bas, la propriété morcelée... De même, le migrant urbain des années soixante, celles des prometteuses indépendances, avait de réelles perspectives d'ascension sociale, surtout quand il décrochait un emploi dans une entreprise publique ou para-publique qui lui assurait une quasi-rente viagère, ainsi que la perspective assurée d'une retraite pour ses vieux jours. Même si les migrants urbains de longue date ont bénéficié d'une accumulation primitive leur permettant d'accéder à la propriété de leur logement, ils survivent aujourd'hui plus qu'ils ne vivent, leur retraite ne prenant en compte qu'une quinzaine, ou au mieux une vingtaine d'annuités.

Dans les deux cas, le chercheur n'entre pas seulement à intervalles irréguliers dans la vie des gens durant un quart de siècle. Il y pénètre pour de bon pour mesurer le temps qui passe... Il observe ainsi que les grands-parents sont décédés, que les parents vieillissent et que les enfants qu'il a vu naître, au fil des enquêtes, sont déjà inscrits à l'université et parfois parents eux-mêmes... Ces derniers cherchent souvent d'ailleurs à se réapproprier une histoire dont ils ont été les acteurs, à travers les observations-témoignages du chercheur... Dans cette histoire à fronts renversés, le chercheur occupe le rôle du griot citadin, de celui qui a une mémoire écrite

(articles, rapports, livres) dont on discute le bien-fondé et qu'on feuillette le soir... Même si la connivence est établie, observateurs et observés s'observent.

Mais ces deux approches diffèrent également : celle effectuée en milieu rural part d'un espace fini dans lequel on produit et on se reproduit. Elle reprend donc comme point de départ, la même matrice spatiale, le terroir — libre aux planteurs d'en sortir — tandis que la seconde « poursuit » les intéressés où qu'ils soient, la plupart étant d'ailleurs restés dans leur cadre urbain initial, celui de la capitale : plutôt l'espace d'un côté et le temps de l'autre.

En géographie, *la recherche au long cours* (ANTHEAUME *et al.*, 1983) s'opère souvent sur un terrain cadré, dont la problématique est évolutive et se décline en facettes successives, la précédente servant d'interface à la ou les suivantes. Cette démarche n'implique pas l'absence d'hypothèses de recherche, mais elle évite de remettre en cause de façon fréquente leur validité si celles-ci s'avèrent moins pertinentes que les présupposés auraient pu le laisser croire. Cette approche nécessite de conduire des investigations à diverses échelles, exigeant une grande expérience des lieux, une écoute attentive des habitants, et bien souvent cette quasi-intimité que permet la connaissance de la langue.

Au Togo, ces recherches ont plutôt été conduites par des chercheurs nationaux dont les travaux aboutissent à la rédaction d'une véritable somme, tel E.Y. Gu-Konu (GU-KONU, 1983) ou par des chercheurs expatriés qui ont pu bénéficier à la fois, d'une bonne base arrière que sont les « centres de recherches » aux moyens importants et d'autre part, de la durée qui permet de devenir le spécialiste pointu de telle ou telle question. Au Togo, Y. Marguerat illustre, pour ce qui touche à l'histoire de la colonisation et aux questions urbaines — notamment celles relatives à Lomé —, le profil du chercheur au très long cours, de celui qui est devenu un véritable maître du temps, adepte d'une recherche synthétique qui soit à la fois renouvelée, répétée et ajustée (MARGUERAT, 1991) et désormais de plus en plus partagée avec d'autres partenaires scientifiques étrangers et nationaux.

Deux récents articles écrits par l'intéressé (MARGUERAT, 1993) « Plaidoyer pour le temps long outre-mer » et « Rédiger et après ? » prêtent à controverse mais se veulent être une défense et illustration d'une telle approche érigée en méthode.

Conclusions

Quel que soit le caractère à la fois temporel (renouvelé, répété, ajusté) ou spatial (terroir, région, pays) de l'approche géographique, celle-ci suppose que la dynamique des phénomènes est plus importante que leur statique. Mais l'étude de cette dynamique nécessite des repères aussi sûrs que sont les observatoires, ces ensembles d'acquis vérifiés et validés, à partir desquels la recherche peut se dérouler comme un continuum permanent.

Pour conclure, quelles que soient l'approche et la méthode considérées, les retours sur le terrain semblent relever depuis longtemps d'une démarche de type observatoire. Hormis la relative nouveauté du mot, le concept d'observatoire n'aurait donc rien de révolutionnaire, ni sur le plan de la théorie et encore moins sur celui de la méthode. Tous les chercheurs *qui ont intégré dans leur problématique le temps long* (la majorité de ceux qui ont séjourné ou travaillé en missions répétées plusieurs années outre-mer) disposent bien évidemment d'observatoires, appelés stations d'observation, géons, panels d'enquêtes, exploitations types, paysans de pointe, témoins ou terroirs... Personne n'a attendu que le concept soit médiatisé (« observatoire des libertés », « observatoire de la concurrence », « observatoire régional de la santé », « observatoire du changement et de l'innovation sociale », etc.) pour forger des problématiques et des protocoles de recherche intégrant les notions de pertinence, de représentativité, de lieu mais aussi de fréquence dans les temps d'observation. Les meilleurs exemples en la matière appartiennent aux démographes dont les enquêtes à passages répétés ont montré tout le parti qu'on pouvait en tirer. D'autres travaux, émanant de sociologues et de géographes de l'Orstom, sont en cours de publication (LERICOLLAIS *et al.*). Mais si les chercheurs en sciences sociales ont intégré le concept avec un réel savoir-faire, l'ont-ils fait savoir ? C'est une autre histoire.

Bibliographie

- ANTHEAUME (E.), 1973 —
Contribution à l'étude de l'artisanat à Lomé (Togo). Lomé, Orstom, 76 p. multigr., ann., 8 cartes h.t.
- ANTHEAUME (B.), 1991 —
« La terre d'abord, l'arbre ensuite ». *In : L'appropriation de la terre en Afrique noire, manuel d'analyse, de décision et de gestion foncières*, élaboré dans le cadre de l'Apréfa, Paris, Karthala : 78-83, 4 cartes coul. h.t.
- ANTHEAUME (B.) *et al.*, éd., 1983 —
« Cheminements... ». *In : Profession : géographe, pratique de la recherche tropicale*, Paris, Orstom : 7-20.
- DELIRY-ANTHEAUME (E.), 1990 —
Impact de la politique d'ajustement structurel en milieu urbain. *Orstom Togo Info.*, 8 : 12-13.
- DELIRY-ANTHEAUME (E.), 1991 —
Impact de la politique d'ajustement structurel sur une partie de la population togolaise (deux approches). *Chroniques du Sud*, 4 : 46-49.
- DELIRY-ANTHEAUME (E.), 1991 —
Bulletin de liaison du Comité DSA, Groupe « Emploi, revenus », sous-groupe « licenciés/jeunes retraités », Lomé, 1 à 6.
- DELIRY-ANTHEAUME (E.), 1991 —
Impasse et P.A.S, enquêtes pour le compte de la DSA au Togo. *Chroniques du Sud*, 6 : 95-106.
- DELIRY-ANTHEAUME (E.), 1995 —
« Les licenciés du secteur public deviennent-ils de nouveaux entrepreneurs ? Difficiles reconversions au Togo ». *In Ellis (S.), Faure (Y.A.) édés : Entreprises et entrepreneurs africains*, Paris, Karthala-Orstom : 355-365.
- DELIRY-ANTHEAUME (E.) *et al.*, 1992 —
Caractéristiques et comportements de groupes vulnérables en situation d'ajustement structurel, « Préretraités » et « Licenciés », République togolaise, ministère du Plan et de l'Aménagement du territoire, direction générale du Plan et développement, Comité DSA, CCE, Orstom, Lomé, multigr., 3 vol., 32 p., 138 p., ann.
- DE MARTIN (F.), *et al.*, 1988 —
Études des problèmes fonciers en zone de cultures pérennes. Lomé-Paris, ministère du Développement rural-BDPA, multigr., 2 vol. 192 p., 143 p.
- Études rurales*, 1970 —
Terroirs africains et malgaches, 37-38-39.
- FALL (A.S.), LERICOLLAIS (A.), 1991 —
Light, Rapid Rural Appraisal ; des méthodes brillantes et légères. *Bull. du MAA* : 19-24.
- GU-KONU (E.Y.), 1983 —
Tradition et modernité ; la modernisation agricole face à la mutation rurale en Afrique noire ; l'exemple du Togo. D. E, Paris I, 1237 p., multigr.
- GU-KONU (E.Y.), 1992 —
À propos des migrations rurales des Kabyè et des Losso. *L'Espace Géographique*, 21 (4) : 366-369.
- KABOU (A.), 1991 —
Et si l'Afrique refusait le développement ? Paris, L'Harmattan.
- KHON KAEN UNIVERSITY, 1985 —
Proceedings of the 1985 International Conference on Rapid Rural Appraisal. Khon Kaen (Thaïlande), 357 p.

LERICOLLAIS (A.), DUBOIS (J.-P.),
PONTIÉ (G.), *et al.* À paraître.

LUCIEN-BRUN (B.),
PILLET-SCHWARTZ (A.-M.), 1987 —
Les migrations rurales des Kabyè
et des Losso (Togo).
Paris, Orstom,
coll. Trav. et Doc., 202, 392 p.

MARGUERAT (Y.), 1991 —
Bibliographie complète.
Lomé, Orstom, 25 p., multigr.

MARGUERAT (Y.), 1993 —
Plaidoyer pour le temps long outre-mer.
Chroniques du Sud, 9 : 196-199.

MARGUERAT (Y.), 1993 —
Rédiger et après ?
Chroniques du Sud, 11 : 31-35.

SAUTTER (G.), PELISSIER (P.), 1964 —
Pour un atlas des terroirs africains,
structure type d'une étude de terroir.
L'Homme, 4 (1) : 56-72.